



DECLARATION

DE

SON EXCELLENCE
MONSIEUR ALI BONGO ONDIMBA
Président de la République, Chef de l'Etat
A l'occasion de la 65^{ème} Session Ordinaire de l'Assemblée générale
des Nations Unies

**_*_*_*_*_*_*_*_*_

New York, le 24 septembre 2010

Vérifier à l'audition

Monsieur le Président,

Majestés,

**Excellences, Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de
Gouvernement,**

Monsieur le Secrétaire Général,

Honorables délégués,

Mesdames et Messieurs,

Monsieur le Président,

Permettez-moi tout d'abord de vous adresser, au nom de mon pays, mes chaleureuses félicitations pour votre élection à la présidence de cette session.

Votre expérience et vos compétences avérées sont un gage du bon déroulement de nos travaux.

À votre prédécesseur, Son Excellence Monsieur Ali ABDUSSALAM TREKI, j'exprime ma gratitude pour l'excellente manière avec laquelle, il s'est acquitté de son mandat.

Au Secrétaire Général, S.E.M BAN Ki-moon, je renouvelle le soutien du Gabon, pour son investissement constant dans la construction d'un monde plus libre, plus juste et plus solidaire.

Monsieur le Président,

Je voudrais saisir l'opportunité que m'offre cette tribune pour exprimer ma reconnaissance à chacun de vous et à la communauté internationale toute entière pour la solidarité manifestée à l'égard du peuple gabonais lors du décès de mon illustre prédécesseur, feu le président Omar BONGO ONDIMBA.

De même, je vous sais gré de votre soutien multiforme tout au long du processus de transition démocratique au Gabon, qui a mis en valeur la crédibilité et la fiabilité de nos institutions ainsi que le sens de responsabilité de notre peuple.

Depuis bientôt un an, j'ai engagé le Gabon dans un vaste chantier de réformes économiques, sociales et politiques avec pour socle, la valorisation de notre patrimoine environnemental, la promotion d'un tissu industriel et la dynamisation du secteur des services.

Lors de mon investiture, j'ai présenté les trois piliers stratégiques du *Gabon émergent*: il s'agit du *Gabon vert*, du *Gabon industriel* et du *Gabon des services*.

En plaçant le *Gabon vert* en premier dans l'ordre de classification, j'ai voulu souligner le rôle central que ce secteur va jouer dans l'économie du Gabon. Je perçois le *Gabon vert* comme une approche transversale qui soutient notre stratégie globale en matière de développement.

Le *Gabon industriel* s'appuie, lui, sur la valorisation de nos matières premières en respectant les principes de base en matière de préservation de l'environnement.

Le *Gabon des services* met l'accent sur l'appropriation par le pays de nouvelles technologies de l'information et de la communication, la promotion du tourisme, l'amélioration des transports avec la mise en valeur des ressources humaines.

À l'aune de cette vision, nous avons mis en place un « *Conseil climat* » dont l'objectif est d'intégrer la problématique des changements climatiques dans nos politiques nationales de développement.

Dans le même sens, nous venons de conclure avec le Brésil et la France, un partenariat visant l'installation d'une station d'images satellites pour le suivi du couvert forestier du bassin du Congo, soit plus de 2 millions de kilomètres carrés de forêts équatoriales humides.

Monsieur le Président,

Les nombreuses initiatives dans lesquelles j'ai engagé mon pays, visant notamment l'amélioration de la gouvernance, la lutte contre la corruption, la réduction du train de vie de l'Etat et la préservation de l'environnement, appellent un soutien international.

Nous gardons toutefois à l'esprit que notre salut est avant tout tributaire de nos propres efforts en matière de gestion de nos ressources, de bonne gouvernance, de responsabilité redevable et de l'intérêt du plus grand nombre.

Au-delà du désir qui nous anime de mobiliser davantage de ressources nationales et internationales, nous demeurons résolument engagés en faveur de la recherche de la paix et de la sécurité tant à l'échelle régionale que globale.

Par notre présence au Conseil de Sécurité des Nations Unies, nous assumons pleinement nos responsabilités et apportons notre contribution à la recherche d'un monde qui puisse envisager l'avenir en confiance.

Monsieur le Président,

Le thème de notre débat nous donne une nouvelle occasion d'évaluer le rôle des Nations Unies dans la gouvernance du monde ; un monde qui porte encore en lui les stigmates de la terrible crise financière et économique de 2008 qui n'a épargné aucun pays.

La forte et prompte mobilisation de la Communauté internationale, particulièrement les Nations Unies, face à cette crise, a démontré sa capacité de réaction lorsqu'elle est mue et sous-tendue par une réelle volonté politique.

Il s'agit là d'une solidarité internationale qui mérite d'être systématisée, et que nous espérons voir renouvelée dans l'approche des défis saillants auxquels nous sommes aujourd'hui confrontés.

Monsieur le Président,

Face à la complexité des nouvelles crises auxquelles nous faisons face aujourd'hui, il nous faut concevoir une nouvelle approche de gestion des conflits. Le maintien de la paix n'a pas connu que des succès, bien au contraire, les cas sont nombreux où, faute de moyens et d'ambition, les Nations Unies n'ont pas pu intervenir, abandonnant ainsi des populations sans moyens de protection face aux rebelles et autres groupes armés.

Il est temps pour nous d'aller au-delà du maintien de la paix pour nous engager, lorsque les circonstances nous y obligent, dans une philosophie d'imposition de la paix. Il nous faut nous donner la possibilité de déployer des missions de paix robustes, plus en phase avec la nature des conflits qui ça et là, continuent de déstabiliser nos Etats.

Le maintien de la paix ne saurait à lui tout seul répondre aux défis de sécurité. Je réitère mon appel pour une culture de prévention des conflits qui présente l'avantage à la fois d'éviter de nombreuses pertes en vies humaines, et d'épargner les modestes ressources si nécessaires au développement de nos pays.

Monsieur le Président,

La quête de la paix et de la sécurité demeure en Afrique comme ailleurs une préoccupation de tous les instants.

L'horizon du référendum du Sud Soudan semble être marqué par des incertitudes. En effet, l'espoir de règlement politique d'une épineuse préoccupation de portée régionale, côtoie la crainte de balkanisation d'un continent qui n'a que trop souffert de divisions.

Les enjeux du Soudan, aujourd'hui, préfigurent peut-être un cycle du destin de l'Afrique de demain. J'aimerais lancer un appel aux parties et à la Communauté internationale afin de prendre la pleine mesure de leurs responsabilités pour mener à bon port le processus devant aboutir au référendum, dans l'intérêt des populations concernées.

C'est le lieu de saluer l'engagement des Nations Unies et de l'Union Africaine pour leur appui à la mise en œuvre de l'Accord de Paix Global, auquel mon pays demeure attaché.

Pour ce qui est précisément du Darfour, j'invite l'ensemble des parties à s'impliquer pleinement dans le processus politique de Doha. C'est l'occasion, ici, de rendre hommage à l'Etat du Qatar pour les efforts déployés à cet effet.

En Somalie, je me félicite de l'appui des Nations Unies aux efforts de l'AMISOM en vue de mettre fin à l'instabilité dans ce pays. La tenue hier, d'un mini-sommet consacré à la situation dans ce pays, témoigne de l'intérêt constant des Nations Unies pour le règlement de la question somalienne.

En République Démocratique du Congo, la reconfiguration du mandat de la MONUC, aujourd'hui MONUSCO, visant essentiellement à renforcer la protection des populations civiles, mérite d'être relevée. Elle démontre la volonté des Nations Unies de s'adapter à l'évolution des situations sur le terrain.

J'invite les pays de la région ainsi que la Communauté internationale, à soutenir les efforts du Gouvernement congolais dans sa détermination à assurer la sécurité et la stabilité sur l'ensemble de son territoire.

Concernant la situation au Sahara Occidental, j'encourage les parties à relancer les négociations de MANHASSET engagées sous les auspices du Secrétaire Général, afin de sortir de l'impasse actuelle et progresser vers une solution politique acceptable par tous.

Enfin, s'agissant de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Niger et de Madagascar, j'exhorte la Communauté internationale à les accompagner dans l'organisation d'élections libres et démocratiques conformément aux différents arrangements conclus à cet effet.

Monsieur le Président,

La recherche de la paix au Proche-Orient constitue une autre préoccupation de la Communauté internationale. Je me félicite des efforts diplomatiques consentis par les Etats Unis qui ont abouti à la reprise des pourparlers directs entre Israéliens et Palestiniens. Je remercie également les autres membres du Quartet et l'Egypte pour leur implication dans ce processus.

Je forme le vœu que ces consultations se poursuivent et aboutissent à la création d'un Etat Palestinien vivant côte à côte avec Israël, à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues.

Monsieur le Président,

La menace terroriste continue hélas de peser sur la paix et la sécurité internationales. Aucune nation, petite ou grande, n'en est épargnée. Vaincre ce fléau exige une coopération effective entre les Etats membres, avec le concours de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Il nous faudra également accorder une attention soutenue aux autres menaces transversales à la paix et à la sécurité internationales, telles que, la piraterie, la prolifération des armes, le trafic de drogue et la criminalité transnationale organisée.

Nous saluons les efforts déjà déployés par les Nations Unies dans ce domaine avec notamment, le renforcement du régime juridique et des mécanismes de lutte contre ces menaces.

En ce qui concerne la question du changement climatique, je me suis investi à Copenhague, aux côtés d'autres Chefs d'Etat et de Gouvernements, dans la recherche d'un consensus autour du principe d'un instrument juridiquement contraignant.

J'espère que les négociations entamées à Copenhague et poursuivies à Bonn, se traduiront à Cancun par la réaffirmation des engagements pris, notamment le financement de la lutte contre le changement climatique dans les pays en développement, et la réduction de 20% des émissions de gaz à effet de serre des pays industrialisés d'ici à 2020.

Monsieur le Président,

La promotion de la femme est sans doute l'un des domaines dans lesquels les Nations Unies ont enregistré de réelles avancées. La création récente d'une nouvelle institution dénommée « *ONU Femmes* » dont la mission principale est de mieux coordonner toutes les activités liées à la question genre, illustre bien la prise en compte par notre Organisation de cette préoccupation.

Je saisis cette occasion pour adresser mes sincères félicitations à Mme Verónica Michelle BACHELET pour sa nomination à la tête de cette nouvelle entité.

Monsieur le Président,

Face aux nombreux défis qui se posent à l'humanité, nous nous devons d'agir solidairement et de façon coordonnée pour donner une réponse mondiale qui soit à la dimension des aspirations de nos peuples.

Les Nations Unies dont l'universalité symbolise la communauté de destin des peuples du monde, ont de ce fait, un rôle central à jouer aussi bien dans la gouvernance globale que dans l'émergence d'un ordre économique et social plus juste.

Dans cette perspective, je réaffirme la nécessité d'adapter notre Organisation à l'évolution du contexte international. La revitalisation des travaux de l'Assemblée Générale, la réforme du Conseil de Sécurité ainsi que la cohérence du système des Nations Unies sont des étapes incontournables pour renforcer le rôle central de notre Organisation.

Monsieur le Président,

Au moment où nous envisageons notre action commune en phase avec l'environnement international actuel; au moment où la démocratisation de la gouvernance mondiale se pose comme une exigence, je voudrais réaffirmer, du haut de cette tribune, l'aspiration de l'Afrique à occuper pleinement sa place dans le concert des nations.

Le temps me semble venu, pour l'Afrique, non seulement de siéger de façon permanente au Conseil de Sécurité, mais également d'assumer la plénitude de ses responsabilités en tant qu'acteur à part entière de la scène internationale.

Et nous sommes prêts à relever ce défi afin de panser les blessures d'une histoire porteuse d'un lourd tribut d'injustices au détriment du continent.

Au-delà de la démocratisation du système des Nations Unies que nous appelons de tous nos vœux, la crédibilité de notre action exige également que nous tenions les promesses de développement faites à l'humanité.

Monsieur le Président,

Le destin de l'Afrique se joue assurément dans le respect des engagements souscrits à Monterrey, à Gleneagles, à Doha, à Paris et récemment à Muskoka et à Toronto. Ces engagements ne doivent pas être différés indéfiniment.

L'Humanité étant une dans son essence, et multiple dans sa manifestation, il est important que la gestion des affaires du monde se fasse

avec le concours de tous afin d'assurer aux générations futures un avenir en confiance.

Je vous remercie.